

Assemblée Générale de l'UNSS du 5 juillet 2024

Déclaration liminaire, Benoît HUBERT

Bonjour à toutes et tous,

Notre assemblée générale ordinaire visant à fixer les orientations budgétaires et sportives pour les prochaines années s'ouvre dans un contexte politique compliqué qui risque d'impacter fortement nos vies quotidiennes mais aussi le devenir de l'UNSS. La possible arrivée de l'extrême droite au pouvoir avec son projet politique basé sur le rejet, la xénophobie, le racisme, le renfermement sur soi, une politique contre les services publics et ses agent·es, contre les minorités, un projet d'école qui est l'antithèse de celui que nous développons etc... représente un danger conséquent pour notre démocratie. Le vivre ensemble, l'intégration, le respect des différences, l'égalité des sexes... autant de valeurs portées par l'UNSS et dans l'action quotidienne des enseignant·es d'EPS, animateurs et animatrices d'AS qui sont à l'opposé de ce que porte le Rassemblement national. En cette période trouble et dangereuse nous avons une responsabilité particulière à porter fortement nos projets de démocratisation et d'émancipation par les activités physiques sportives et artistiques.

Le faire nécessite une réelle ambition partagée a contrario de ce qui est écrit dans la circulaire de rentrée. Ne mettre en avant, dans cette circulaire, que les problématiques de santé psychique et physique qui seraient travaillées par le « bougisme » du premier degré, les fameuses 30 minutes, ou encore les deux heures de sport au collège, qui ont fait la démonstration d'un échec patent, comme un héritage des Jeux Olympiques et Paralympiques est affligeant. Aucun mot sur l'EPS. Deviendrions-nous des profs de santé ? des profs de bougé ? Aucun mot sur le sport scolaire, aucun mot pour annoncer la prochaine journée nationale du sport scolaire... Quels reculs dans un moment où tant de choses se jouent! Quel manque de vision et de perspectives! La circulaire n'est pas tout, nous le savons bien, mais elle est un affichage des objectifs du système éducatif pour la prochaine année et en l'occurrence ils sont peu engageants.

C'est dans ce cadre, sans revenir sur l'ensemble des nombreux empêchements qui impactent l'activité des AS et de l'UNSS, que s'ouvre notre AG. Difficile, à chaque fois, de se projeter sur le projet politique qui guide le devenir de notre UNSS tant le pilotage économique prime sur tout le reste. L'argent est certes le nerf de la guerre, mais il ne peut être que l'outil au service d'une politique dont la lisibilité n'est pas vraiment assurée. L'étude et la visibilité des projections sont également délicates compte tenu de documents envoyés tardivement et en constante évolution comme le budget prévisionnel (format CERFA) envoyé le 24 juin puis modifié le 28 juin, la dernière réunion du groupe de travail sur le règlement fédéral du 28 juin et des modifications envoyées le 4 juillet... L'impression désastreuse qui est donnée est celle d'un pilotage à vue là où il serait nécessaire de disposer d'orientations claires et arbitrées.

S'agissant des budgets et pour répondre à une question qui ne nous a jamais été posée, nous contestons fortement le système à l'américaine qui consiste à faire financer en partie un service public, celui du sport scolaire, via du mécénat. Ce glissement progressif peut potentiellement distendre le lien structurel entre le sport scolaire et le système public d'éducation si nous n'y prêtons pas garde. Pour nous, le renforcement du service public ne passe pas par des opérations permettant des abattements fiscaux aux grandes entreprises par le biais du mécénat mais bien par l'impôt. La DGFIP nous apprend qu'en 2022, les recettes fiscales nettes recouvrées s'élèvent à 544,4 milliards d'euros et augmentent de 8 % sur un an. Pour autant cela ne bénéficie nullement à l'UNSS pour qui la subvention du MEN n'augmente pas depuis 2018 et semble contraindre la Direction nationale à aller à la pêche d'autres sources de financement... ce n'est pas acceptable !

AG de l'UNSS – 5 juillet 2024 – Éléments à retenir

Dans les documents qui nous sont parvenus, même si nous pouvons saluer les efforts entrepris pour redonner de l'air aux associations sportives notamment sur les transports, ce qui ressort c'est que nous allons augmenter les affiliations et le prix de la licence avec une baisse de l'activité à destination des jeunes. Certes, ce ne sont que certaines finalités nationales qui seraient supprimées ainsi que celles qui permettaient de s'y qualifier mais les projets de districts et de départements qui programmeraient ces activités ne se verraient accordés aucun subside et devraient donc le faire dans le cadre de leurs fonds propres... Autant dire que la très grande majorité de ces activités seraient donc purement et simplement supprimées faute de moyens pour les mettre en œuvre. Drôle de projet sportif en l'occurrence qui mettra un coin à la pseudo ambition de la circulaire de rentrée intitulée « Ne laisser aucun élève au bord du chemin », le problème étant qu'on ne sait de quel chemin il s'agit...

Les ingrédients pour en finir avec l'UNSS telle que nous la connaissons semblent rassemblés et nous font craindre fortement pour son avenir.

Les réunions UNSS de fin d'année se sont tenues ces dernières semaines dans les départements et/ou districts. Les collègues ont très mal reçu les annonces budgétaires et les nombreuses évolutions du règlement fédéral. Des coordonnateurs et coordonnatrices de districts s'interrogent sur la poursuite de leur engagement dans cette mission, d'autres se posent la question de ne pas payer le contrat, voire même de ne plus affilier leur AS. À de nombreux endroits des cartons rouges ont été adressés tant à la DN UNSS qu'au MEN pour exprimer la volonté d'un changement de politique. Des vœux ou pétitions pour le doublement de la subvention du MEN à l'UNSS ont été transmis aux directeurs de service UNSS, parfois aux Dasen ou aux Recteurs notamment dans les académies de Besançon, Bordeaux, Grenoble, Montpellier, Normandie, Rennes, Versailles.

La rentrée s'annonce difficile, à vous, aujourd'hui, de nous convaincre mais aussi de convaincre l'ensemble des personnels que l'UNSS est au service du développement des pratiques des jeunes, au service des associations sportives pour le plus grand bénéfice des élèves et pas l'inverse!

Réponses du ministère (DGESCO) :

- Sur la place de l'EPS : Elle conserve une place dans le CRPE (concours de recrutement des profs d'école) et dans la formation initiale. Les programmes EPS vont être réécrits.
- Sur la subvention du MEN à l'UNSS : Le budget du MEN est lui aussi contraint, d'où l'impossibilité d'augmenter la subvention à l'UNSS. Il nous rappelle à nouveau l'engagement fort à travers les forfaits AS et les postes de cadres UNSS en territoires.
- Sur la baisse des IMP pour la coordination des districts dans certaines académies: Il nous demande de lui donner les infos de terrain (quels territoires, quel volume de baisse, quels personnels sont impactés). Ndlr: nous avons déjà donné ces éléments au CA du 21 juin! Soit la DGESCO ne souhaite pas intervenir dans les politiques académiques, soit elle n'a pas encore interrogé les rectorats concernés.

<u>Réponses du directeur national à propos du mécénat</u>: Pour pouvoir poursuivre notre activité nous avons 2 choix : on arrête tout *(ndlr : les rencontres)* ou on cherche d'autres moyens de financement. Le mécénat est une chance. De grandes entreprises s'intéressent au sport scolaire. Il s'emploie à les convaincre, cela fait partie de son travail.

Retrouvez les autres documents relatifs à l'AG sur notre site : <u>les éléments à retenir</u>, <u>les</u> interventions sur le règlement fédéral et sur le budget, le PV de l'AG du 16 janvier 2024